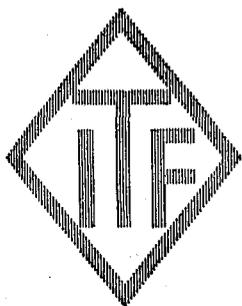




FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST



N° 20

Quatrième année

Amsterdam, le 3 octobre 1936.

Pour les travailleurs d'Espagne.

Dans toute une série d'entreprises allemandes où les ouvriers connaissaient un moyen sûr d'exporter de l'argent--malgré les restrictions en vigueur et l'activité de la Gestapo-- ils ont en commun avec les employés, organisé des collectes en faveur des femmes et des enfants des camarades espagnols qui luttent pour la liberté. C'est ainsi qu'ils ont répondu aux excitations fascistes contre le peuple espagnol défendant sa liberté. Partout où la police a eu connaissance de ces collectes elle a procédé à des arrestations sans aucune distinction. 70 ouvriers ont été arrêtés à Aix-La-Chapelle, où par l'intermédiaire de mouchards, il était venu aux oreilles de la police que des collectes avaient été organisées dans les usines de wagons "Talbot" et les fabriques de construction d'appareils "Garbe-Lahmeyer". Il y avait parmi les ouvriers arrêtés 40 membres des S.A.

Dans les grandes entreprises industrielles d'Autriche les travailleurs réunissent des fonds pour venir en aide aux veuves et orphelins des ouvriers espagnols attaqués par les généraux qui se sont mutinés. La police n'a pas pu jusqu'ici empêcher ces collectes. Lorsque le 15 septembre dernier, la police viennoise appréhenda 30 hommes de confiance des usines "Siemens-Schuckert" et des "Leopoldauer Kabelwerke" pour collectes organisées en faveur de l'Espagne, les ouvriers se mirent en grève. La police essaya d'intimider les ouvriers; trois automobiles policières arrivèrent devant l'entreprise, l'encerclèrent et de nouvelles arrestations eurent lieu. Néanmoins les ouvriers tinrent bon pendant quatre heures. Faisant acte de solidarité les ouvriers de la "Fiat" autrichienne ont également déposé le travail. Une partie des travailleurs arrêtés ont été remis en liberté quelques heures après, à l'exception toutefois de 6 membres des conseils d'entreprise.

Les correspondants de la presse philofasciste écrivent d'Italie que des manifestations de solidarité avec les travailleurs espagnols y ont eu lieu, suivies de nouvelles arrestations massives.

Une nouvelle infraction à la Cons-(I.T.F.) Le même jour où le représentant du Sénat de Dantzig assurait à Genève à la Société des Nations que

les nationaux-socialistes respectent la Consitution de Dantzig, la nouvelle a été rendue publique que la Chambre supérieure pour les question

administratives a approuvé l'interdiction policière de la Fédération générale des travailleurs (adhérente à la F.S.I.)!

Le représentant du préfet de police avait déclaré devant le tribunal que le décret du 16 juillet --rendu en infraction consciente de la Constitution--qui reconnaît aux décisions du préfet de police au sujet de questions nettement politiques relatives au droit d'association un caractère définitif, aurait en quelque sorte donné force de loi aux jugements du tribunal de 1ère instance qui avait confirmé la décision de dissolution de la Fédération générale des travailleurs.

La Cour d'appel dantzigaise s'est rangée du côté de la police bien que la Fédération des travailleurs ne soit pas assujettie en tant que syndicat, aux dispositions de la législation dantzigaise sur le droit d'association et bien que la clause d'exception de l'article 13 de la Constitution garantie par les Etats membres de la Société des Nations, protège formellement les syndicats.

Schmidlechner au cachot.

(I.T.F.) Les dictateurs chrétiens d'Autriche ont offert à l'étranger le spectacle de deux amnisties successives, l'une visant les prisonniers condamnés par les tribunaux pour "activité politique" et une "amnistie administrative" annulant les peines prononcées par la police "par la voie administrative" sans procédure judiciaire. L'amnistie politique --l'amnistie administrative a profité en première ligne à des nationaux-socialistes--n'est appliquée qu'avec beaucoup d'hésitations.

Holowatij et Steindl qui avaient été condamnés pour avoir agi pour la reconstruction d'un syndicat libre des ouvriers du bâtiment et du bois, ont été graciés mais n'ont pas été élargis. Ils ont immédiatement été relégués au camp de concentration de Wöllersdorf pour "fausification de passeport." Le cheminot retraité Schmidlechner qui avait été condamné à 5 ans de cachot parce qu'un malfaiteur récidiviste à nouveau détenu l'avait accusé d'avoir répandu un exemplaire de l'organe clandestin du Syndicat libre des cheminots autrichien, n'a pas été amnistié. Il doit à présent purger sa peine dans la maison de correction Garsten, réputée pour ses rigueurs.

Temps prospères!

(I.T.F.) Lorsqu'en novembre 1935 le financement ultérieur du réarmement dévorant des milliards commença à susciter de l'inquiétude dans les milieux dirigeants du Troisième Reich et que les commandes pour l'armement furent interrompues pendant un court laps de temps, le magnat de l'industrie lourde Peter Klöckner avertit ouvertement (le 2 novembre 1935) contre "les mauvais temps à venir" et déclara "le baromètre de l'occupation intérieure marque pour le moins incertain". Mais dès le début de décembre 1935 cependant, de nouvelles commandes de matériel de guerre furent passées et au cours de cette année, surtout après l'occupation de la Rhénanie, le rythme du réarmement fut encore accéléré. Rien d'étonnant que le bilan du consortium Klöckner qui vient d'être publié, puisse mentionner d'excellentes affaires. L'excédent d'exploitation avait passé de 12 à 87 millions et les dividendes ont été majorés de moitié. Les honoraires des directeurs ont été majorés en moyenne de 23% passant de 68.000 à 84.000 marks. La succursale du consortium Klöckner, la Humboldt-Deutz (moteurs) se vit même en état de doubler les dividendes tandis que les traitements directoriaux montèrent de 40%, c'est-à-dire de 51.000 à 71.000 marks.

Cette ascension extraordinaire des bénéfices se fait aux dépens du personnel. Les heures supplémentaires sont la règle dans les usines Klöckner et des journées de travail allant jusqu'à 13 heures y sont fréquentes. Cependant, faisant fi des dispositions du contrat d'entreprise, on ne rétribue pas les heures supplémentaires. Quelques travailleurs de la Humboldt-Deutz qui avaient réclamé le paiement contractuel des heures supplémentaires ont été licenciés sur le champ. Le Bureau de placement les a privés pendant 6 semaines de toute allocation de chômage vu que le licenciement était dû à leur propre faute.

"Où allons-nous?"

(I.T.F.) "Quel était depuis quelques mois déjà le sujet du jour parmi la population?" Voilà la question que se pose le "Ruhrarbeiter" l'organe officiel du Front allemand du Travail (N°37, 3ème édition de septembre, "De quoi s'entretenaient les ménagères au marché? Que discutaient donc les larges couches de la population et non seulement elles, mais encore toute personne perspicace et réfléchie? Ils parlaient de la hausse des prix déprimant les salaires et de la disette des vivres. Ils

se demandaient : "où allons-nous?"

Le Front allemand du Travail s'était imaginé qu'il pourrait calmer les esprits avec des promesses; il voulait couper court au mécontentement général en feignant de prendre à coeur les soucis et les revendications des travailleurs. Lors de la réunion des chefs de district du Front allemand du travail, le directeur de l'Office pour les questions sociales a souligné le fait qu'il fallait à tout prix "maintenir le principe que les tarifs d'entreprise représentaient des taux minima et non pas des taux maxima". Le quotidien du Front du travail place son commentaire du discours en question sous l'en-tête optimiste et pleine de promesses: "Les augmentations des salaires correspondent à l'appréciation et à l'estime du travail".

A peine 15 jours plus tard cependant, Hitler déclara que la dictature qui--comme c'est le cas pour le consortium Klöckner--permet en toute quiétude des augmentations de 40% des honoraires des directeurs et un redoublement des dividendes, maintiendra également à l'avenir le "principe d'airain" de ne pas admettre d'augmentations des salaires horaires. Et les prix continuent de monter!

Le "Ruhrarbeiter" essaye de consoler les travailleurs de la province industrielle la plus importante d'Allemagne en leur disant que lorsque d'ici quatre ans les projets de fabriquer des matières premières artificielles auront réussi, "le marché des produits alimentaires allemand, pourra, de par ce fait, récupérer --en 1940-- son aspect normal.... Nous entendons maintenant plus d'un dire: pour le moment rien ne changera. C'est exact! Pendant quatre ans encore dans tous les cas, les ouvriers allemands devront se serrer la ceinture et on continuera à les faire dîner de promesses. Aussi longtemps que la "croix de la faim" flottera sur l'Allemagne, aussi longtemps les ouvriers allemands souffriront la faim.

Du pain sec--oui, mais pas pour tout le monde!

(I.T.F.) Le "troisième Reich utilise jusqu'aux moindres devises étrangères pour l'acquisition de matières premières pour l'armement. Il resserre l'importation de vivres et laisse les masses mourir de faim plutôt que de renoncer aux matières premières ne fût-ce que pour un seul avion de bombardement. Hitler a déclaré avec cynisme (à Nuremberg le 8 septembre) que la pénurie répétée de beurre, d'oeufs, de graisse et en partie de viande "continueraient en tout cas à se produire pendant quatre ans encore et le service de presse de la corporation de l'agriculture, publié sur l'ordre du "ministre de l'alimentation" a le toupet de recommander (le 22 septembre) aux ouvriers et employés de manger du pain sec et des pommes de terre à l'eau à l'effet de diminuer la consommation de graisse. "La graisse peut dans une certaine mesure être remplacée par des hydrates de carbone. Afin de remédier à la pénurie de graisse le consommateur allemand peut par conséquent, sans préjudice pour sa santé, remplacer (!) la graisse par une consommation accrue de sucre, de pain et de pommes de terre". Avec cela la consommation de graisse a déjà considérablement baissé dans le Troisième Reich. L'Office de statistique du Reich doit lui même constater qu'en 1935 la consommation de margarine --la margarine est en Allemagne la graisse des masses-- était inférieure de 20% à celle de l'année de crise 1932.

L'approvisionnement en margarine est compromis. "Il n'est pas encore possible de prévoir "--ainsi le "Frankfurter Zeitung" du 29 septembre-- quelles quantités de matières premières pourront dans les mois à venir être mis à la disposition de l'industrie de la margarine". Les gens aisés ont entretemps "se rappelant les expériences de l'année passée" (Angriff du 27 septembre) pris leurs précautions et "fait des provisions de beurre".

La solde est réduite de 30%.

(I.T.F.) En même temps que le prolongement du service militaire à deux ans, les Nazis ont décidé de réduire la solde des soldats allemands de 50 à 35 pfennigs. Cette mesure a suscité une indignation générale car les soldats ne gardent plus guère à présent--après leurs dépenses en coiffeur, savon, blanchissage--de quoi se payer du tabac. Cette réduction a été particulièrement ressentie dans les nombreuses garnisons où la nourriture est insuffisante et où les recrues ne peuvent pas manger à leur faim sans l'achat de vivres supplémentaires.

Epilogue de la grève chez Opel. (I.T.F.) La presse allemande n'a pas eu le droit de parler de la grève déclarée en juillet 1936 dans les établissements Opel qui appartiennent au consortium américain des General Motors. Les Nazis craignaient en effet que lire des nouvelles sur cette grève défensive pourrait, inciter d'autres travailleurs à suivre l'exemple. A présent (23 septembre) l'Agence de presse allemande publie dans des buts d'intimidation: " Douze ouvriers des usines Opel qui avaient été licenciés pour participation à la grève défensive se sont adressés au tribunal prud'hommal de Mayence pour tâcher d'obtenir la révocation de cette mesure. Ce tribunal a cependant déclaré que les licenciements étaient justifiés. Il n'est plus admissible que des ouvriers quittent sans permission le lieu du travail en laissant en plan le travail à la chaîne." Ce n'est que par cette voie que bien des ouvriers allemands ont appris quelque chose sur la grève de leurs camarades chez Opel. (Voir "Fascisme" N° 15.)

La taxe pour le secours d'hiver. (I.T.F.) Aux temps de la République démocratique les chômeurs allemands recevaient pendant les mois d'hiver de la part des municipalités, outre l'allocation de chômage, du charbon, des pommes de terre et autres vivres en quantités abondantes. Le Troisième Reich a éliminé les représentants ouvriers des conseils municipaux et a totalement supprimé ces secours complémentaires. A la place de ceux-ci les chômeurs ne reçoivent plus que l'aumône du "secours d'hiver". Les ressources pour ce secours d'hiver sont réunies en grande majorité par les ouvriers et les employés allemands. A la mi-septembre déjà on a averti ceux-ci que sous peine de perdre leur place ils devront à nouveau verser pendant six mois la taxe "facultative" pour le secours d'hiver. L'Association nazie du "bien-être populaire" qui pendant l'été ne fonctionne au fond pas, a repris son activité et a fait parvenir aux entreprises des listes où les membres du personnel doivent individuellement inscrire le montant qu'ils payeront "de leur plein gré" pendant six mois. Sur les listes émises par certains districts on a déjà imprimé le versement minimum. Ceux qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu doivent verser tous les mois au moins 10% du montant de l'impôt. Pour les ouvriers et employés qui gagnent si peu qu'ils ne doivent pas payer d'impôt on établit une différence entre les célibataires et les hommes mariés; les célibataires doivent payer 1% du salaire ou traitement brut c'est-à-dire le même montant que doivent verser les célibataires assujettis à l'impôt. Les hommes mariés non assujettis à l'impôt sur le revenu doivent verser 25 pfennigs par mois.

Asservissement. (I.T.F.) En introduisant en février 1935 le livret du travail les Nazis ont formellement déclaré que ce document ne limitait en rien la liberté individuelle des travailleurs.

Le 1er septembre 1936 la délivrance des livrets de travail était terminée. 15 jours plus tard déjà, nous voyons le bureau du placement de Goslar prier tous les employeurs de vouloir dans les cas où les ouvriers ou employés "quittent un emploi sans avoir respecté le délai-congé légalement fixé ou convenu, envoyer immédiatement le livret du travail au bureau de placement de Goslar en exposant le cas". (Frankfurter Zeitung, 19 septembre 1936). Vu que dans l'Allemagne actuelle personne ne peut plus avoir d'emploi sans présenter son livret du travail, cette instruction signifie qu'il devient encore plus difficile aux travailleurs de quitter une place pour une autre mieux rétribuée.

A Goslar se trouve le siège de la Corporation de l'agriculture, le groupement obligatoire des paysans et ouvriers agricoles allemands. La circulaire du bureau de placement de Goslar a très probablement été expédiée sur l'initiative du "Führer des paysans allemands," le ministre de l'alimentation Darré. Quoiqu'il en soit on l'a publiée comme modèle pour l'ensemble du Reich. (Pour les rédacteurs: Voir à propos du livret du travail, "Fascisme" N° 7 septembre 1935)

Crainte motivée. (I.T.F.) L'Inspecteur général pour les routes allemandes a ordonné le 30 juillet que les travailleurs occupés à la construction des auto-routes devaient avoir des "hommes de confiance". Or, la loi sur l'ordonnance du travail prescrit que la liste des candidats du Conseil de confiance doit être établie par l'employeur mais que les ouvriers ont le droit de biffer les noms de ceux qui ne sont pas à leur gré. Dans les entreprises de construction des auto-routes on a toutefois interdit

toute forme de vote. Les hommes de confiance ont été tout simplement désignés par l'employeur et confirmés dans leurs fonctions par le Commissaire du Travail. Les Nazis connaissent trop bien l'état d'esprit des travailleurs misérablement payés des auto-routes pour qu'ils se risquent à les faire voter. ("Die Reichsbahn", 9 septembre 1936.)

Des "élections" qui n'en sont pas. (I.T.F.) Immédiatement après la défaite de février, la dictature chrétienne d'Autriche a destitué de leurs fonctions tous les conseils d'entreprise élus par les ouvriers et les a remplacés par de nouveaux conseils. Dans les services publics les représentants du personnel ont été entièrement supprimés à partir du 1er décembre 1934. Il a été promis aux ouvriers et employés, des entreprises privées que dans un certain délai ils auraient de nouveau droit d'élire leurs délégués. Par crainte ces élections ont cependant toujours été différées d'un mois à l'autre. L'organe mensuel du syndicat fasciste des travailleurs du commerce et des communications a déclaré ouvertement en septembre 1936 encore que "le ministre de la Prévoyance sociale aurait depuis longtemps fixé la date pour les élections des conseils d'entreprise s'il n'y avait pas... eu au sein des entreprises des meneurs camouflés". Toutefois la dictature chrétienne ne pouvait pas trainer les choses plus longtemps en longueur. Vu que les premières nominations avaient été faites à l'automne 1934, la durée de fonction des délégués du personnel désignés pour une période de 2 ans expirait en septembre 1936 et comme la dictature croyait pouvoir être sûre, après l'accord entre l'Allemagne et l'Autriche de l'appui des Nazis, elle a finalement ordonné que les "nouvelles élections" auraient lieu entre le 1er octobre et le 31 décembre. Ces "élections" sont une duperie. Le Comité de la Fédération des syndicats fasciste a expédié à toutes ses organisations et aux Unions provinciales des "directives secrètes" qui ont pour but d'empêcher la liberté des élections et qui dépassent encore les précautions déjà prises dans l'Arrêté du gouvernement du 1er septembre. Le Comité de la Fédération des Syndicats n'a négligé aucune mesure susceptible d'éviter l'élection de représentants qu'elle ne verrait pas d'un bon oeil. Le personnel des entreprises n'a rien, vraiment rien à dire dans ces "élections".

Les hommes de confiance actuellement en fonctions ont été désignés par la Fédération des syndicats ou par les organisations qui en dépendent. Or ces hommes de confiance nommés doivent aussi bien organiser les élections que désigner les candidats. Il ne peuvent cependant pas agir de manière indépendante. Leurs propositions doivent être soumises à la direction du Syndicat qui les transmet à l'Union provinciale. L'Union provinciale transmet alors la liste au chef du Front patriotique, le groupement central de toutes les organisations fascistes et ...aux autorités policières. Par le détour passant par le Front patriotique et la police les employeurs peuvent faire valoir de l'influence sur la liste des candidats. Les candidats qui les offusquent disparaîtront de la liste comme n'étant "pas sûrs au point de vue patriotique". Paraîtront seuls sur les listes des "délégués du personnel" les candidats approuvés par le Syndicat unique, les employeurs et la police.

Il n'y aura pas d'autre liste de candidats en dehors de cette liste officielle. Inscrire d'autres noms sur le bulletin de vote que ceux de la liste officielle, rend le bulletin nul. On remettra aux ouvriers une liste sur laquelle ils pourront choisir la moitié des candidats en marquant leurs noms d'un crochet. On ne leur laisse donc le choix qu'entre les candidats approuvés d'une part par le Syndicat unique fasciste, par les aristocratiques chefs du Front patriotique et d'autre part par les policiers manieurs de matraques.

Ces trois groupes ont en main la direction des élections. Dans un seul but seulement des assemblées d'entreprise auront lieu, à savoir pour désigner un assesseur pour les élections. Cet assesseur ne pourra cependant pas être élu, mais on le désignera après une simple "consultation" de l'assemblée. En d'autres mots, cet assesseur qui n'a rien d'autre à faire que de s'asseoir le jour des élections à côté de la Commission électorale et de regarder comment les bulletins de vote sont mis dans l'urne, est en réalité lui aussi, nommé par le Syndicat mis au pas. C'est là la "démocratie corporative".

Les syndicats libres clandestins ont décidé de participer malgré tout aux élections. Les travailleurs demandent la convocation d'assemblées où ils pourront désigner eux-mêmes leurs candidats. Ils profitent de la campagne électorale pour commencer une action en faveur de véritables élections.

La police tente d'intimider les travailleurs par des arrestations en masses et elle condamne des hommes de confiance populaires parmi les salariés "par la voie administrative" à des peines policières dans le but uniquement de leur faire perdre leur rééligibilité. Les milliers d'ouvriers et d'employés détenus par la police ou dans les camps de concentration en raison de leur courageuse intervention au profit des intérêts de leurs camarades, ont de manière formelle été privés du droit de vote.

Les répercussions des sanctions. (I.T.F.) Les sanctions décrétées par la S.d.N. contre l'Italie n'ont été pratiquées que d'une manière assez négligente et sont en partie restées totalement lettre morte. Malgré cela leurs effets se font encore sentir après-coup ainsi que le constate le grand périodique anglais "The Economist" (N° du 12 septembre) : "Même pour l'observateur le plus superficiel, il est évident que la situation économique de l'Italie n'est pas favorable. Avant l'aventure abyssine elle était déjà difficile; elle est plus tendue que jamais aujourd'hui, d'autant plus que le stimulant artificiel fourni par la campagne en faveur de certaines industries des grands centres ne persiste pas....

Aucun jeu de l'imagination ni des chiffres ne permettront de représenter le pays comme prospère... Les industriels se plaignent de ne pas pouvoir se procurer à l'étranger assez de matières premières et que de la sorte les exportations sont entravées qui devraient précisément procurer des devises étrangères.... La pénurie d'un nombre d'articles d'usage et de consommation quotidiens venant normalement de l'étranger ou fabriqués de produits importés, est manifeste. Dans certains cas on a eu recours à des succédanés mais pas dans d'autres. Les expériences de la population avec les succédanés seraient certes une source abondante d'amusement si elles n'étaient pas une illustration révoltante des aberrations dont des hommes d'Etat sont encore capables.

Le chômage s'accroît à nouveau. Les marchés fermés aux exportations italiennes pendant la période des sanctions ne rouvrent pas immédiatement leurs portes. Il va sans dire que d'autres pays, dont l'Allemagne qui ont gagné pour leurs exportations ce que l'Italie a perdu, ne facilitent pas le retour des Italiens sur le marché... En même temps le marché intérieur..... n'est plus qu'une ombre de lui-même.... L'Italie est, aujourd'hui un des pays les plus arriérés économiquement parlant, de l'Europe.

La publication des statistiques commerciales coutumières n'a pas été reprise bien que les sanctions ne soient plus. Il en est de même pour les rentrées des impôts dont la publication ne renseigne d'ailleurs jamais beaucoup. Il n'y a pas non plus de publication de la Banque d'Italie de sorte qu'on ne connaît pas les réserves d'or. Il est intéressant à ce propos de noter que l'Etat émet de nouveaux billets de banque. Ils sont destinés à remplacer les pièces de 10 lires en argent. Personne ne sait cependant pour quel montant il y a des billets en circulation. A en juger à la hausse des prix intérieurs, la circulation doit être considérable... A l'intérieur du pays la lire voit baisser graduellement son pouvoir d'achat. Si le pouvoir d'achat en marchandises diminue, le pouvoir d'achat en services rendus, c'est-à-dire en force-travail qualifiée et non qualifiée, peut en régime de dictature, être maintenu à un niveau arbitraire. C'est l'ampleur de la consommation et le niveau de vie du peuple qui doivent baisser... Signor Mussolini peut se vanter d'être à même de mettre sur pied une armée de 8 millions d'hommes militairement dressés. Aucun observateur impartial ne croiera cependant qu'il serait en mesure de les nourrir pendant une seule semaine!"

Le service de la "Bahnschutz" à la Reichsbahn allemande. (I.T.F.) Destinée au début uniquement à la protection des installations du

chemin de fer en cas de troubles intérieurs, la "Bahnschutz" (milice ferroviaire) s'est graduellement développée en Allemagne en une puissante organisation para-militaire. Il y a à l'heure actuelle dans chaque dépôt de la Reichsbahn quelque petit qu'il soit, au moins un membre de cette milice; dans les grands dépôts il y en a de 10 à 20. Le représentant de la milice ferroviaire muni de pleins pouvoirs a le droit d'intervenir sans aucune restriction dans l'organisation intérieure des services de la Reichsbahn.

Les membres de la "Bahnschutz" sont exercés dans le maniement du fusil et de la carabine (modèle 98) et apprennent aussi à desservir de manière impeccable les mitrailleuses lourdes et légères. Les exercices sont faits d'une manière rigoureusement militaire: exercices en pleine campagne, en groupes, occupation de ponts, exercices pour faire sauter des ponts, défense anti-aérienne. Le service intérieur (service de caserne) est assujéti à un règlement strictement militaire. Chaque section de la milice ferroviaire a en outre une fanfare qui ne se distingue en rien des fanfares militaires. Les experts disent que ces milices sont à tous égards formés pour les opérations militaires c'est-à-dire qu'on peut à n'importe quel moment les incorporer dans l'armée.

Le nombre des exercices est d'ailleurs en conséquence. Tous les trimestres les hommes de la "Bahnschutz" sont convoqués pour des "cours" d'une durée de deux à trois semaines. Pendant cette période ils reçoivent une formation spéciale militaire quelconque, et doivent faire des répétitions.

Ces fréquents appels pour des exercices militaires ont des conséquences vraiment désastreuses pour les cheminots des différents dépôts où des sections ont été créées, vu qu'ils ont lieu sans aucun égard pour les nécessités du service. Les autres cheminots doivent tant bien que mal, accomplir à côté du leur, le service des miliciens ferroviaires qui doivent faire des périodes.

Les membres de la milice eux-même se plaignent vivement de la nourriture insuffisante, du traitement dur et d'un service excessivement astreignant. Certains exercices avec le fusil sont par exemple répétés jusqu'à ensanglanter les doigts. On pratique les pires méthodes du dressage prussien. Chaque milicien qui se fait porter malade est considéré comme un simulant, et ceux qui sont renvoyés chez eux comme n'étant pas aptes au service de la "Bahnschutz" doivent compter sur la possibilité de perdre leur emploi. Le cas s'est même produit que des miliciens déclarés malades non capables au service par le médecin du chemin de fer, étaient rappelés après deux jours sur l'ordre du chef de la "Bahnschutz" et réincorporés dans les rangs après une courte période de ménagement.

La "Beauté dans le Travail". (I.T.F.) Les syndicats des cheminots allemands avaient réussi à faire étendre les prescriptions relatives à la tenue de service au point que 40% environ du personnel des ateliers de réparation avaient droit à la tenue de travail. Sous le régime nazi les trois quarts de ceux qui bénéficiaient de vêtements de travail fournis par l'entreprise ont été privés de cet avantage.

Jusqu'à l'anéantissement des syndicats des cheminots tous les ouvriers devant desservir des machines non nettoyées, avaient droit à prendre un bain tous les jours pendant les heures de travail. Dans la majorité des ateliers de réparation, on n'accorde plus toutefois à présent qu'un bain par semaine. Le Front allemand du travail assiste à tout cela de manière passive; il a bien trop à faire pour organiser des conférences sur la "beauté dans le travail".